



Présentation en CDNPS du Schéma Régional des Carrières Occitanie

29 septembre 2022

Les points positifs

- **L'étude économique** avec la prise compte des données GEREPE et UNICEM qui a conduit à un important travail pour évaluer au mieux l'état actuel de la situation et les perspectives par bassin à l'échéance de 2031 a bien démontré qu'un non-renouvellement de la ressource autorisée (prolongation-extension des sites autorisés ou création de nouveaux sites) conduirait à moyen terme à une pénurie de matériaux et des conséquences directes sur l'activité des bassins.
- L'identification des **bassins en tension** (rouge), des bassins approvisionnés (vert) ou en vigilance (orange).
- L'intérêt porté sur les matériaux secondaires, notamment les matériaux recyclés, soutenu par une profession engagée qui souhaite une juste prise en compte de la ressource disponible et de l'usage spécifique de ce type de matériaux,
- Le **scénario tendanciel** retenu à l'horizon 2031 (1B), avec des besoins stables et une augmentation de la ressource secondaire en matériaux,
- **La prise en compte de la notion d'activité de proximité** en ce qui concerne la production de matériaux au regard du mode de transport et de son empreinte carbone.

- La création d'un **Observatoire des matériaux**, qui sera le lieu pour des portés à connaissance, pour le suivi du SRC, la production et l'actualisation de données, l'estimation des besoins complémentaires liés à des chantiers exceptionnels, ...
- La rédaction équilibrée sur les **déchets inertes**, qui doit être actualisée avec l'entrée en vigueur de la REP au 1^{er} janvier 2023, et la création d'éco-organismes dédiés (*à ce titre l'éco-organisme ECOMINERO doit être cité aux côtés de VALDELIA en page 25 du document Orientations du SRC*).
- Les **gisements de granulats d'intérêt particulier (GGIP)** qui sont une bonne chose dans ce qu'ils pourraient recouvrir pour assurer un accès à ces gisements. Leur définition précise, leur caractérisation, voire leur localisation restent à trouver. *Nous demandons qu'ils soient définis AVANT l'approbation du Schéma.*
- **Privilégier les renouvellements et extensions** à la création de nouvelles carrières.

Les points de discussions

- Le SRC doit aller plus loin dans l'affirmation de l'**intérêt public** de l'approvisionnement en matériaux de carrières au regard des exigences liées aux demandes de dérogations espèces protégées mais aussi aux enjeux de planification portés par les documents d'urbanisme :
 - L'absence de références et de propositions sur le sujet des **espèces protégées et l'intérêt public majeur** est un manque flagrant de l'actuel projet de SRC. Nous demandons que figure l'indispensable besoin de renouveler les réserves de matériaux pour l'aménagement de nos territoires, ce qui correspond bien à la conclusion du scénario retenu pour la satisfaction des besoins futurs. L'intérêt public des sites de carrières dépasse le seul enjeu majeur d'approvisionnement des marchés en granulats. En effet, les sites de carrières contribuent significativement à l'économie circulaire, à l'accueil, à la valorisation et au recyclage des déchets inertes. **C'est d'autant plus vrai dans les bassins de consommation présentés comme critiques (en rouge dans la cartographie). Ne pas signifier d'intérêt public en matériaux dans ces bassins déficitaires serait renier les conclusions du SRC. C'est indispensable.**
 - En complément de la mise en place des Gisements d'Intérêt National et Gisement d'Intérêt Régional (GIN et GIR), la définition des Gisement de Granulats d'Intérêt Particulier (**GGIP**) avant l'approbation du SRC est indispensable car elle participe à la reconnaissance de l'intérêt public de l'activité de production de granulats. Etant bien entendu, et il faudra veiller à bien le souligner dans le SRC, qu'un gisement non identifié par le SRC en Gisement d'Intérêt (GIN, GIR,

GGIP) doit quand même être identifié par les documents d'urbanisme et des carrières autorisées pour son exploitation.

- L'assurance d'une réelle **mise en compatibilité des documents d'urbanisme** avec le SRC ne nous semble pas suffisamment garantie. L'un des objectifs du SRC est de préserver l'accès aux gisements exploitables et d'intégrer l'approvisionnement en matériaux dans la planification du territoire. Pour ce faire, les SCOT, ou en l'absence de SCOT, les PLU ou PLUi, devront être rendus compatibles avec le SRC. Or la consultation des EPCI et SCOT sur le projet de SRC a montré que certains d'entre eux ne percevaient pas forcément cette exigence. En complément de la définition des GGIP, l'orientation visant à privilégier le renouvellement et l'extension de sites existants pourrait être objectivée sous forme cartographique.

Ainsi, on pourrait utilement s'inspirer de la mise en place de ZIG (Zones d'Intérêt Granulats) autour des sites existants telle qu'elle est proposée par le projet de SRC Grand-Est. L'affichage de telles zones d'intérêt aurait l'avantage de mettre clairement en évidence les secteurs dans lesquels une discussion locale doit être engagée par les EPCI, communes et structures porteuses de SCOT, pour garantir localement l'atteinte de l'objectif poursuivi par le SRC.

→ Le SRC pourrait utilement s'inspirer de la rédaction des SDC de l'ex-Languedoc-Roussillon sur le volet des **grands chantiers**. Voir SDC Hérault – Partie F) 1.2. : Orientations en matière d'approvisionnement des grands travaux.

→ Sur l'artificialisation, nous approuvons la rédaction du SRC :

« Selon les termes du décret n°2022-763 du 29 avril 2022 relatif à la nomenclature de l'artificialisation des sols pour la fixation et le suivi des objectifs dans les documents de planification et d'urbanisme, les surfaces naturelles nues (sable, galets, rochers, pierres ou tout autre matériau minéral), y compris les surfaces d'activités extractives de matériaux en exploitation, sont considérées comme non artificialisées. »

Cependant, nous avons une lecture différente **sur la non-comptabilisation** des surfaces de carrières dans le calcul de consommations d'ENAF. La DREAL écrit :

« Pendant la première tranche de 10 ans prévue par l'article 194 de la loi no 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, les objectifs de réduction porteront sur la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers. »

Nous demandons une clarification sur le volet consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers, la rédaction actuelle laissant la porte à des interprétations différentes alors que les positions UNICEM et Ministère sur le sujet sont, à notre connaissance, totalement en phase : pour la période 2021-2031, les carrières ne sont pas considérées comme consommatrices d'ENAF.

Propositions de compléments

→ Dans les documents « Orientations » (partie G – Synthèse des enjeux, sous-partie 1 – Enjeux techniques, sociaux et économiques), « Etat des lieux » (Sous-partie 4.6 - Des entreprises au cœur des territoires, pour soutenir l'économie locale) et « Notice » :

Il nous semble indispensable de citer **l'étude menée par la CERC Occitanie** sur les retombées socio-économiques des industries de carrières et matériaux en Occitanie (hors MIF) et de l'annexer à l'un des documents SRC cités.

Lien utile : <https://www.cercooccitanie.fr/etudes-et-publications/activite-de-la-filiere/empreinte-socio-economique/industrie-des-carrieres-et-materiaux>

→ Les **GGIP** ne sont pas cités dans le document « Notice ». C'est un manque qu'il convient de palier.

→ Dans les documents « Orientations » (Objectif 2.1 : Intégrer dans la commande publique ou privée des exigences en matière de gestion des déchets de chantier ou en matière de recours aux ressources secondaires pour l'approvisionnement dans leurs marchés », « Etat des lieux » (Sous-Partie 4.7 - Recyclage et économie circulaire) et « Notice » :

Il nous semble indispensable de citer **l'initiative GECO** (Granulats de l'Economie Circulaire en Occitanie) qui vise à promouvoir la valorisation des matériaux inertes et encourager leur réutilisation. Développé par la Fédération Régionale des Travaux Publics (**FRTTP**), l'Union Nationale des Industries de Carrières et Matériaux de construction (**UNICEM**), le Syndicat des Entreprises de Déconstruction, Dépollution et Recyclage (**SEDDRe**) et l'Union Nationale des Entreprises de Valorisation (**UNEV**), avec le soutien de l'**ADEME** et de la Région Occitanie et l'appui de plusieurs intercommunalités, le label GECO répond à quatre objectifs principaux :

- préconiser l'utilisation préférentielle de matériaux recyclés sur les chantiers routiers et à terme pour l'ensemble des usages possibles.
- assurer une communication adaptée auprès des différents prescripteurs publics et privés.

- favoriser la confiance entre les producteurs de granulats alternatifs et les utilisateurs, dont en particulier les maîtres d'ouvrages publics.
- garantir la disponibilité des produits labellisés « GECO », grâce à un maillage satisfaisant de points de vente.

Le label vise à renforcer la confiance des prescripteurs publics et privés en leur apportant :

- des garanties normalisées sur la qualité des produits recyclés proposés ;
- une connaissance fiable de l'offre de granulats recyclés dans leur environnement.

Le label est attribué sur la base d'un audit réalisé par des bureaux d'études dument formés et agréés pour accompagner les exploitants de plateformes de production et recyclage de granulats de matériaux inertes engagés dans la démarche.

Avis de l'UNICEM :

En conséquence, bien que nous regrettions pour la bonne compréhension du lecteur le manque de pédagogie dans l'expression du besoin en matériaux pour l'aménagement du territoire, l'UNICEM se prononce **favorablement** à la proposition du SRC Occitanie, **sous réserve** de l'ajout effectif des points de discussions évoqués. Nous relevons également l'exigence d'une relecture croisée des différents documents constitutifs du SRC afin de gommer des contradictions internes préjudiciables à sa bonne compréhension. Cela vaut notamment pour la hiérarchie des données de l'environnement qui figure dans l'état des lieux et celle qu'on retrouve dans le document orientations.

En conclusion, nous souhaitons plus particulièrement mettre en évidence l'indispensable prise en compte du SRC dans les documents d'Urbanisme. L'ensemble des ressources doit être inventorié et considéré au regard du besoin du bassin concerné et de la nécessaire solidarité entre les territoires.

En ce qui concerne plus particulièrement les granulats, le développement des granulats recyclés encouragés par la profession, ne suffira pas à satisfaire les besoins tant en termes de quantité et qualité. C'est pour ces raisons qu'il faut d'une part prévoir des Gisements d'Intérêt Régional pour les bassins de production importants pour les besoins locaux les plus significatifs et d'autre part reconnaître leur intérêt public faute de quoi la qualité des dossiers, des mesures de compensation et de la concertation locale ne suffira pas à faire valoir l'intérêt général.